



Recueil de la jurisprudence

Ordonnance de la Cour (deuxième chambre) du 6 décembre 2012 – GS Gesellschaft für Umwelt- und Energie- Serviceleistungen / Parlement et Conseil

(affaire C-682/11 P)

«Pourvoi — Règlement (UE) n° 1210/2010 — Authentification des pièces en euros — Traitement des pièces en euros impropres à la circulation — Article 8, paragraphe 2 — Faculté pour les États membres de refuser le remboursement des pièces en euros impropres à la circulation — Recours en annulation — Recevabilité — Personne directement concernée»

Pourvoi — Moyens — Simple répétition des moyens et arguments présentés devant le Tribunal — Absence d'identification de l'erreur de droit invoquée — Irrecevabilité manifeste [Art. 256 TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1; règlement de procédure de la Cour, art. 112, § 1, al. 1, c)] (cf. points 25, 26)

Objet

Pourvoi formé contre l'ordonnance du Tribunal (sixième chambre) du 12 octobre 2011, GS/Parlement et Conseil (T-149/11), par laquelle le Tribunal a rejeté comme irrecevable le recours de la requérante visant à l'annulation de l'article 8, paragraphe 2, seconde phrase, du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil, du 15 décembre 2010, concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (JO L 339, p 1) – Actes concernant directement et individuellement les personnes physiques ou morales – Condition de l'affectation directe.

Dispositif

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) GS Gesellschaft für Umwelt- und Energie-Serviceleistungen mbH est condamnée aux dépens.